



PSE : non à la saignée, non aux licenciements secs

Suppression de 30 postes sur 70, dont 26 à la rédaction, fermeture de deux agences sur trois, pas de priorité donnée au volontariat, obligation pour les journalistes qui restent de signer des avenants à leur contrat sous peine de prendre eux aussi la porte: les élus SNJ et Solidaires ont pris connaissance avec effarement du plan de suppression d'emplois prévu par la direction du Quotidien.

Certes, les représentants du personnel ne méconnaissent pas les difficultés de la presse écrite en général et du Quotidien en particulier. La baisse régulière des ventes et des recettes publicitaires a été aggravée ces derniers mois par la crise sanitaire. Mais tout de même. Qui peut croire que c'est en administrant un tel remède de cheval, qui consiste à amputer l'entreprise de plus de 40% de ses effectifs, qu'on la remettra d'aplomb et qu'on maintiendra sa place dans le paysage médiatique ? Rien dans ce plan ne nous dit comment Le Quotidien continuera à assurer sa mission d'information, alors qu'il s'apprête à réduire ses équipes à la portion congrue et à abandonner des pans entiers du territoire.

Et puis la crise de la presse a bon dos. Si Le Quotidien en est arrivé là, c'est aussi parce qu'il a été condamné au pire moment à verser 540 000 € à un de ses anciens directeurs parti de manière conflictuelle. Un revers prud'homal de plus, un de trop, qui a provoqué son impasse de trésorerie. Les salariés se sont démenés en 2019 pour inverser la courbe du chiffre d'affaires et des ventes du journal, réparties (légèrement) à la hausse, un exploit dans le contexte actuel. Mais ils voient leurs efforts réduits à néant par des erreurs de management dont ils ne sont pas comptables, mais qu'ils semblent condamnés à devoir payer au prix fort.

Le plan de suppression d'emplois doit être examiné à partir de ce lundi. D'ores et déjà, le SNJ et Solidaires estiment qu'il n'est pas acceptable en l'état et réclament sa modification en profondeur. Le nombre de postes supprimés doit être drastiquement revu à la baisse. Priorité absolue doit être donnée au volontariat. Les conditions de départ doivent être améliorées, à la hauteur de l'engagement dont les salariés ont fait preuve pendant des années.

La direction a manifestement les moyens de budgéter jusqu'à 100% de départs chez les journalistes. Elle doit donc les avoir pour conserver des équipes et une offre éditoriale dignes de ce nom. Le SNJ et Solidaires appellent donc les salariés à **un débrayage lundi à partir de 13 h 30** pour faire entendre leur voix.

Fait à Saint-Denis, le 25 octobre 2020.